|  |  |
| --- | --- |
| LOGO TAHOERAA 2012 .jpg | **TAHOERAA HUIRAATIRA** |

 *Papeete le, jeudi 22 novembre 2012*

***Le groupe à l’Assemblée de la Polynésie française***

**Le Tavini fait main basse sur TNTV**

Le groupe Tahoeraa Huiraatira dénonce avec vigueur la décision d’exclure de la composition du Conseil d’administration tous les élus issus des groupes autonomistes de l’Assemblée pour les remplacer par des membres du Tavini Huiraatira.

Le 15 novembre dernier, la commission de contrôle budgétaire de l’Assemblée a donné un avis favorable au projet du gouvernement d’évincer MM. René Temeharo et Tearii Alpha ainsi que Mme Maina Sage, au profit de la nomination de la représentante UPLD Maryse Ollivier et de trois pseudo-membres de la « société civile » qui sont en fait des militants actifs du Tavini, MM. Keitapu Maamaatuaiahutapu, Médéric Tehaamatai (président de la fédération de Papara) et Heinui Le Caill (chargé de la communication du Tavini).

L’avis favorable de la commission de contrôle budgétaire (majoritairement acquise à l’UPLD) est d’autant plus étonnant qu’il rappelle que *« toute modification au sein des SEM devait refléter la composition politique de l’Assemblée ».*

Il n’est un secret pour personne que cette reprise en main politique du conseil d’administration de la chaîne, au bénéfice exclusif du Tavini, vise en premier lieu à mettre fin aux fonctions du directeur général pour mieux chercher à contrôler la rédaction qui fait pourtant un travail équilibré, dans le respect des règles édictées par le Conseil supérieur de l’audiovisuel.

Ceux qui avaient prôné la *« parole libérée »* n’en sont pas à leurs premiers reniements politiques. Après avoir tenté de liquider TNTV, tout comme ils l’ont fait pour *Tahitipresse*, au prétexte du plan de redressement, on constate qu’ils ne supportent plus que les journalistes puissent avoir un œil critique à l’égard du gouvernement ou de sa majorité (au même titre qu’à l’égard de l’opposition), ce qui a motivé cette coloration politique uniforme du conseil d’administration.

La panique dans la perspective de perdre les futures élections est mauvaise conseillère, surtout quand elle est attentatoire aux droits fondamentaux de la liberté d’information des journalistes et de l’utilisation des fonds publics.

Le Tahoeraa Huiraatira rappelle que, sous le gouvernement Tong Sang et lorsque M. Edouard Fritch était en charge de la communication, Mme Unutea Hirshon, pourtant membre de l’opposition, avait été maintenue dans ses fonctions de présidente du conseil d’administration, mais qu’elle avait finalement démissionné de ses fonctions. Elle avait alors été remplacée par un vrai représentant de la société civile, M. Joël Allain, qui a mené à bien la restructuration de la chaîne afin que cette SEM soit moins pesante pour les finances publiques.

Le Tavini n’a comme seule ambition que de tenter de faire main basse politique sur cette chaîne en espérant orienter la ligne rédactionnelle à son seul profit.